



Ministère des Finances  
Canada

Department of Finance  
Canada



# LA REVUE FINANCIÈRE

## Publication du ministère des Finances

---

Résultats financiers d'août 2021

Canada 

©Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2021)  
Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document  
en tout ou en partie doit être adressée au  
ministère des Finances Canada.

This publication is also available in English.

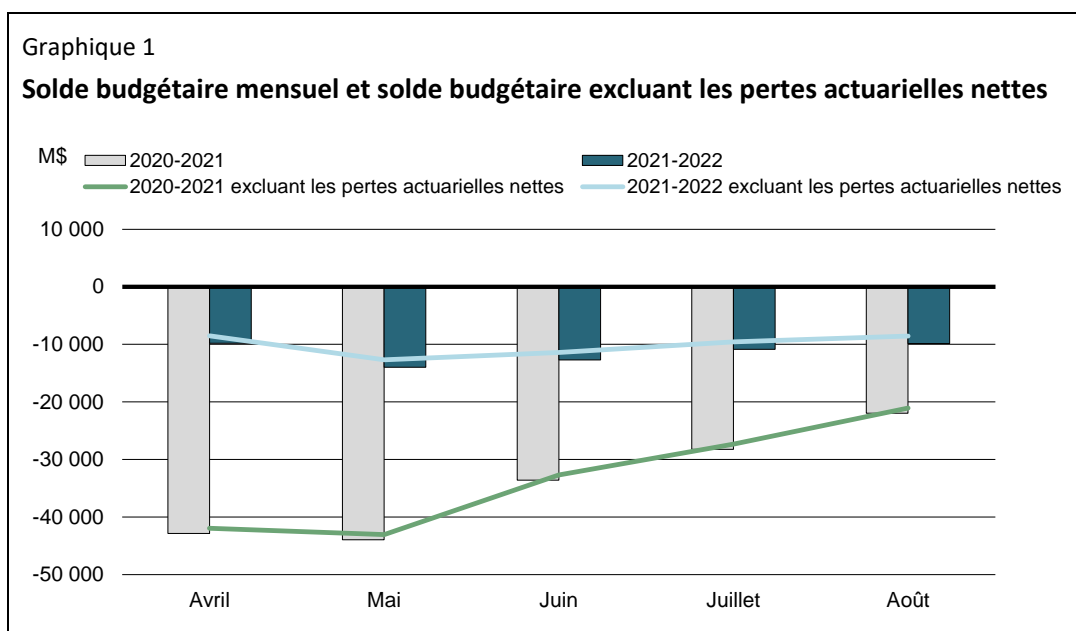
No de cat. : F12-4F-PDF  
ISSN : 1487-0134

# Faits saillants

## Août 2021

Le mois d'août 2021 s'est soldé par un déficit budgétaire de 9,8 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 21,9 milliards en août 2020. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 8,5 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 21,0 milliards pour la même période de 2020-2021. Le solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes a pour but de compléter le solde budgétaire traditionnel afin de rendre les rapports financiers du gouvernement plus transparents, en isolant l'incidence de l'amortissement des pertes actuarielles nettes découlant de la réévaluation des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés du gouvernement.

Comme prévu, les résultats financiers du gouvernement pour 2021-2022 affichent une nette amélioration comparativement à ceux du sommet de la crise de la COVID-19 atteints au début de l'exercice 2020-2021, ainsi que le niveau sans précédent des mesures d'intervention temporaires en réponse à la COVID-19 prises à l'époque. Cela étant dit, ils continuent de refléter les conditions économiques difficiles, notamment l'impact des restrictions toujours en vigueur et les autres soutiens temporaires du Plan d'intervention économique pour répondre à la COVID-19 en 2021-2022.



## Comparaison avec août 2020

- Les revenus ont augmenté de 7,2 milliards de dollars (30,9 %), d'un exercice à l'autre, en raison principalement de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont diminué de 4,9 milliards (11,7 %), principalement sous l'effet des diminutions des principaux transferts aux particuliers et des charges de programmes directes.
- Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars (18,5 %), principalement sous l'effet de rajustements moins élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (43,0 %), ce qui reflète les modifications aux évaluations actuarielles des pensions et autres avantages préparées aux fins des *Comptes publics du Canada 2020*, qui ont augmenté en grande partie en raison de la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi que de l'augmentation des coûts associés à l'utilisation des prestations d'invalidité et d'autres avantages futurs fournis aux anciens combattants.

## D'avril à août 2021

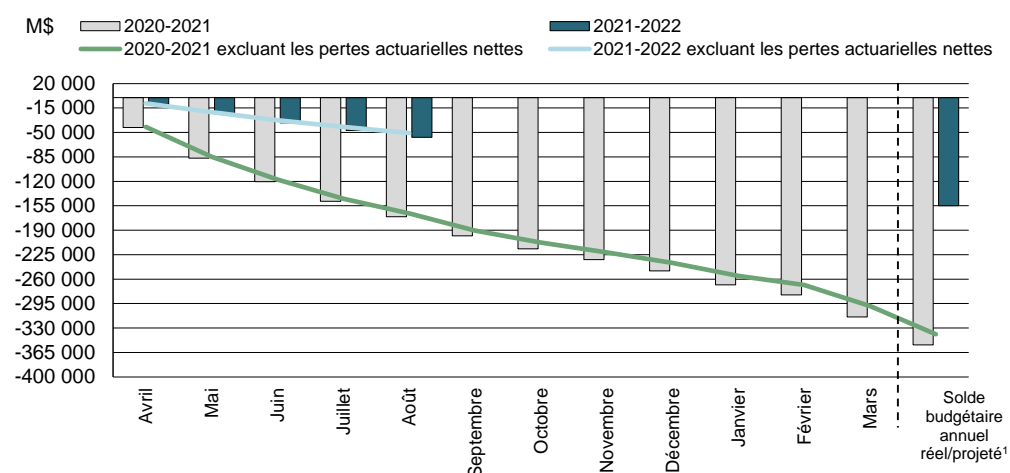
Pour la période d'avril à août de l'exercice 2021-2022, le gouvernement a affiché un déficit budgétaire de 57,2 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 170,5 milliards pour la même période de 2020-2021. Le déficit budgétaire avant les pertes actuarielles nettes se chiffrait à 50,7 milliards, comparativement à un déficit de 166,0 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

### Comparaison avec l'exercice 2020-2021 :

- Les revenus ont augmenté de 51,8 milliards de dollars (53,3 %), principalement en raison de la hausse des revenus fiscaux et des autres revenus.
- Les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes ont diminué de 64,1 milliards de dollars (25,2 %), en raison principalement de la baisse des paiements de transfert versés aux particuliers et aux entreprises en vertu du Plan d'intervention économique, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et les prestations canadiennes de relance économique, la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC) et la partie non remboursable des prêts du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC).
- Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (6,3 %), principalement sous l'effet de rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation, compensés en partie par la baisse des intérêts sur les bons du Trésor et la baisse des intérêts s'appliquant aux obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés.
- Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (43,0 %), ce qui s'explique par la hausse de la valeur des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés. L'augmentation des pertes actuarielles nettes est principalement attribuable à la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi qu'à l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Graphique 2

### Solde budgétaire cumulé de l'exercice et solde budgétaire cumulé excluant les pertes actuarielles nettes



<sup>1</sup> Source : Budget de 2021

Tableau 1

### État sommaire des opérations

M\$

	Août		Avril à Août	
	2020	2021	2020-2021	2021-2022
<b>Opérations budgétaires</b>				
Revenus	23 257	30 437	97 200	148 967
Charges				
Charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes <sup>1,2</sup>	-42 022	-37 126	-254 141	-190 044
Frais de la dette publique	-2 275	-1 855	-9 091	-9 662
Solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes <sup>1</sup>	-21 040	-8 544	-166 032	-50 739
Pertes actuarielles nettes <sup>1</sup>	-897	-1 283	-4 485	-6 415
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-21 937	-9 827	-170 517	-57 154
<b>Opérations non budgétaires</b>	10 743	2 664	-52 622	-22 159
<b>Ressources ou besoins financiers</b>	-11 194	-7 163	-223 139	-79 313
<b>Variation nette dans les activités de financement</b>	-15 449	13 491	307 650	101 439
<b>Variation nette de la trésorerie</b>	-26 643	6 328	84 511	22 126
<b>Trésorerie à la fin de la période</b>			129 190	81 514

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

<sup>1</sup> Les données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

<sup>2</sup> Les résultats cumulatifs de 2021-2022 ont été redressés de 1 124 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée au montant déclaré initialement pour les prestations d'enfants pour la période de juillet 2021.

# Revenus

Les revenus ont été touchés par les répercussions économiques de la crise de la COVID-19 et par les mesures mises en œuvre dans le cadre du plan d'intervention économique du gouvernement, y compris les reports d'impôt et la bonification unique du crédit pour la taxe sur les produits et services (TPS) offerts en 2020-2021. Cependant, puisqu'il est difficile d'isoler ces répercussions de l'activité économique sous-jacente, il s'avère impossible de donner une mesure exacte de l'incidence de la COVID-19 sur les revenus fédéraux.

Les revenus en août 2021 s'élevaient à 30,4 milliards de dollars, en hausse de 7,2 milliards (30,9 %) par rapport à août 2020.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 4,9 milliards de dollars (22,8 %) par rapport à la même période en 2020-2021, période pendant laquelle les confinements et les mesures du gouvernement fédéral visant à lutter contre la COVID-19, comme le report des paiements d'impôt, ont eu une incidence sur les revenus. Une plus forte croissance économique a aussi contribué à une hausse des revenus fiscaux.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 39 millions de dollars (2,5 %).
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont diminué de 22 millions de dollars (5,3 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements et les revenus nets sur opérations de change, ont augmenté de 2,3 milliards de dollars, passant de -0,3 milliard en août 2020 à 2,0 milliards en août 2021. Cette hausse reflète en grande partie les bénéfices des sociétés d'État entreprises, notamment la Banque du Canada, liée à ses achats de titres du gouvernement du Canada sur le marché secondaire en vue de soutenir la liquidité des marchés financiers. En vertu des normes comptables du secteur public, les primes versées à l'achat des obligations par la Banque du Canada sont immédiatement passées en charges. Même si les primes versées ont plus que compensé les gains d'intérêt sur les titres en 2020-2021, les primes ont diminué depuis et les gains d'intérêt ont augmenté. De plus, l'amélioration d'un exercice à l'autre des autres revenus tient compte des revenus tirés des intérêts et des pénalités plus importants que l'année précédente, lorsque le gouvernement avait annulé temporairement de tels montants sur les dettes fiscales courantes.

Les revenus de la période d'avril à août pour l'exercice 2021-2022 s'élevaient à 149,0 milliards de dollars, en hausse de 51,8 milliards (53,3 %) par rapport à la même période de 2020-2021.

- Les revenus fiscaux ont augmenté de 35,9 milliards de dollars (39,8 %) par rapport à la même période en 2020-2021, période pendant laquelle la COVID-19 avait entraîné la fermeture de grands pans de l'économie et la mise en place des mesures de soutien du gouvernement qui en ont découlé, comme la bonification unique du crédit pour la TPS et le report des dates limites de production des déclarations et des paiements d'impôt. Pour sa part, la portion fédérale des revenus tirés des droits d'accise sur le cannabis ayant fait l'objet d'une cotisation a augmenté de 25 millions pour la période d'avril à août, pour passer à 59 millions.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (7,6 %), sous l'effet d'une meilleure performance du marché de l'emploi.
- Les produits de la redevance sur les combustibles ayant fait l'objet d'une cotisation dans le cadre du régime fédéral de tarification de la pollution par le carbone ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (32,3 %), sous l'effet de la consommation accrue et du prix plus élevé de la pollution par le carbone en 2021.
- Les autres revenus ont connu une augmentation de 14,6 milliards de dollars, passant de -4,3 milliards en 2020-2021 à 10,3 milliards en 2021-2022, principalement sous l'effet de bénéfices plus élevés de la Banque du Canada.

Tableau 2

**Revenus**

	Août			Avril à août		
	2020	2021	Variation	2020-2021	2021-2022	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
<b>Revenus fiscaux</b>						
Impôts sur le revenu						
Particuliers	14 060	14 879	5,8	64 541	71 533	10,8
Sociétés	2 508	4 773	90,3	8 169	25 143	207,8
Non-résidents	607	716	18,0	3 277	3 462	5,6
Total des rentrées d'impôt sur le revenu	17 175	20 368	18,6	75 987	100 138	31,8
Autres taxes et droits						
Taxe sur les produits et services	3 059	4 657	52,2	8 370	19 264	130,2
Taxes sur l'énergie	412	480	16,5	1 894	2 066	9,1
Droits de douane à l'importation	374	463	23,8	1 481	2 247	51,7
Autres taxes et droits d'accise	538	498	-7,4	2 480	2 410	-2,8
Total des taxes et droits d'accise	4 383	6 098	39,1	14 225	25 987	82,7
Total des revenus fiscaux	21 558	26 466	22,8	90 212	126 125	39,8
<b>Produits issus de la redevance sur les combustibles</b>	418	396	-5,3	1 691	2 237	32,3
<b>Cotisations d'assurance-emploi</b>	1 550	1 589	2,5	9 555	10 277	7,6
<b>Autres revenus</b>	-269	1 986	838,3	-4 258	10 328	342,6
<b>Total des revenus</b>	23 257	30 437	30,9	97 200	148 967	53,3

*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué,

## Charges

Les charges de programmes ont été touchées considérablement par les mesures de dépenses prises en vertu du Plan d'intervention économique, notamment la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la Subvention salariale d'urgence du Canada (SSUC), l'incitatif au remboursement des prêts en vertu du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (CUEC) et les prestations canadiennes de la relance économique. De plus amples renseignements sur ces mesures sont présentés ci-dessous.

Pour le mois d'août 2021, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 37,1 milliards de dollars, soit une baisse de 4,9 milliards (11,7 %) par rapport à août 2020.

- Les principaux transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi, la PCU et les prestations canadiennes de la relance économique ainsi que les prestations pour enfants, ont diminué de 3,0 milliards de dollars (18,5 %).
  - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (2,4 %).
  - Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (13,0 %), en raison des changements temporaires qui ont amélioré les critères d'admissibilité à l'assurance-emploi.
  - Les paiements au titre des prestations canadiennes de la relance économique et de la PCU versés aux particuliers et traités en marge du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont diminué de 3,6 milliards de dollars (68,7 %), étant donné l'élimination progressive de la PCU en 2020-2021 et l'instauration de la Prestation canadienne de la relance économique, de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique et la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants.
  - Les prestations pour enfants ont diminué de 0,1 milliard de dollars (5,9 %).

- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 0,1 milliard de dollars (2,0 %), puisque la croissance prévue par la loi par l'intermédiaire du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, de transferts de péréquation et de transferts aux territoires durant l'exercice cours a été plus que compensée par des versements aux provinces et aux territoires en vertu du Fonds de soutien pour les travailleurs essentiels au cours de l'exercice précédent.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 1,7 milliard de dollars (9,0 %). Parmi les charges de programmes directes :
  - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a augmenté de 8 millions de dollars (11,8 %).
  - Les paiements de la SSUC ont diminué de 4,8 milliards de dollars (69,5 %), ce qui est attribuable à la baisse du nombre d'employés admissibles et de la subvention moyenne par employé.
  - Les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (11,7 %), principalement en raison de paiements uniques versés aux aînés de 75 ans et plus en août 2021, compensé en partie par une réduction des dépenses liées aux mesures temporaires pour répondre à la COVID-19 de l'exercice en cours.
  - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 2,4 milliards de dollars (34,7 %), ce qui est principalement attribuable aux coûts accrus de l'achat des vaccins et à une augmentation des coûts de personnel.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars (18,5 %), principalement sous l'effet de rajustements moins élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation.

Les pertes actuarielles nettes, qui représentent l'amortissement des variations de l'évaluation des obligations du gouvernement au titre des régimes de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs, ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (43,0 %), principalement en raison de la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, ainsi qu'à l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Pour la période d'avril à août de l'exercice 2021-2022, les charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes se sont élevées à 190,0 milliards de dollars, soit une baisse de 64,1 milliards (25,2 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers ont diminué de 34,3 milliards de dollars (33,0 %).
  - Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (2,7 %), principalement sous l'effet d'une hausse du nombre de prestataires.
  - Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 10,5 milliards de dollars (32,9 %), en raison de l'amélioration des conditions du marché du travail. Les prestations d'assurance-emploi pour la même période de l'exercice précédent comprenaient 23,7 milliards en versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi.
  - Les paiements au titre des prestations canadiennes de la relance économique et de la PCU versés aux particuliers et traités en marge du Compte des opérations de l'assurance-emploi ont diminué de 23,3 milliards de dollars (66,4 %), étant donné l'élimination progressive de la PCU en 2020-2021 et l'instauration de l'ensemble de prestations canadiennes de la relance économique.
  - Les prestations pour enfants ont diminué de 1,2 milliard de dollars (9,5 %), ce qui est principalement attribuable au paiement unique bonifié de l'Allocation canadienne pour enfants (ACE) versé en mai 2020. Cette diminution était compensée en partie par l'instauration du supplément pour jeunes enfants de l'ACE applicable en 2021.



- Les principaux transferts aux autres administrations ont diminué de 1,9 milliard de dollars (4,9 %), du fait que les augmentations prévues par la loi du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires dans l'exercice en cours ont été largement compensées par les transferts versés au titre du Fonds de soutien pour les travailleurs essentiels durant l'exercice précédent.
- Les charges de programmes directes ont diminué de 28,0 milliards de dollars (24,9 %). Parmi les charges de programmes directes :
  - Le retour des produits de la redevance sur les combustibles a augmenté de 0,9 milliard de dollars (35,6 %), ce qui est principalement attribuable à la hausse du taux de l'Incitatif à agir pour le climat pendant l'année d'imposition 2020.
  - Les versements de la SSUC ont diminué de 22,9 milliards de dollars (61,0 %), ce qui est attribuable à la baisse du nombre d'employés admissibles et de la subvention moyenne par employé.
  - D'autres paiements de transfert ont diminué de 9,8 milliards de dollars (27,7 %), principalement sous l'effet d'une baisse des coûts de l'incitatif au remboursement en vertu du programme du CUEC en raison d'une participation réduite comparativement à la même période en 2020 et de la fin des mesures temporaires en réponse à la COVID-19 instaurées l'année précédente.
  - Les charges de fonctionnement des ministères, des organismes, des sociétés d'État consolidées et des autres entités du gouvernement ont augmenté de 3,7 milliards de dollars (9,9 %), en grande partie sous l'effet de la hausse des coûts liés au personnel.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (6,3 %), principalement sous l'effet de rajustements plus élevés apportés à la valeur des obligations à rendement réel en fonction de l'inflation de l'indice des prix à la consommation, compensés en partie par la baisse des intérêts sur les bons du Trésor et la baisse des intérêts s'appliquant aux obligations du gouvernement en matière de régimes de retraite et d'autres avantages futurs des employés.

Les pertes actuarielles nettes ont augmenté de 1,9 milliard de dollars (43,0 %), sous l'effet de la hausse des obligations du gouvernement au titre des prestations de retraite et autres avantages futurs des employés accumulés au cours des exercices antérieurs. La hausse des pertes actuarielles nettes s'explique en grande partie par la baisse des taux d'intérêt de fin d'exercice utilisés pour évaluer ces obligations, et de l'augmentation des coûts associés à l'utilisation de prestations d'invalidité et autres avantages futurs offerts aux anciens combattants.

Tableau 3

**Charges**

	Août			Avril à août		
	2020	2021	Variation	2020-2021	2021-2022	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
<b>Principaux transferts aux particuliers</b>						
Prestations aux aînés	4 891	5 006	2,4	24 302	24 968	2,7
Prestations d'assurance-emploi <sup>1</sup>	4 183	4 727	13,0	31 825	21 366	-32,9
Prestation canadienne d'urgence et prestations de la relance économique <sup>1</sup>	5 197	1 625	-68,7	35 053	11 788	-66,4
Prestations pour enfants <sup>2</sup>	2 111	1 986	-5,9	12 487	11 295	-9,5
Total des principaux transferts aux particuliers	16 382	13 344	-18,5	103 667	69 417	-33,0
<b>Principaux transferts aux autres administrations</b>						
Transfert canadien en matière de santé	3 489	3 594	3,0	17 446	17 969	3,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	1 252	1 289	3,0	6 260	6 447	3,0
Péréquation	1 714	1 743	1,7	8 572	8 713	1,6
Formule de financement des territoires	284	298	4,9	2 190	2 295	4,8
Fonds pour le développement des collectivités du Canada	-	-	s.o.	2 170	2 320	6,9
Soins à domicile et soins de santé mentale	-	-	s.o.	625	750	20,0
Autres arrangements fiscaux <sup>3</sup>	-164	-482	-193,9	717	-2 377	-431,5
Total des principaux transferts aux autres administrations	6 575	6 442	-2,0	37 980	36 117	-4,9
<b>Charges de programmes directes<sup>1</sup></b>						
Retour des produits issus de la redevance sur les combustibles	68	76	11,8	2 601	3 526	35,6
Subvention salariale d'urgence du Canada	6 840	2 087	-69,5	37 432	14 582	-61,0
Autres paiements de transfert	5 205	5 812	11,7	35 162	25 408	-27,7
Charges de fonctionnement	6 952	9 365	34,7	37 299	40 994	9,9
Total des charges de programmes directes	19 065	17 340	-9,0	112 494	84 510	-24,9
<b>Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes<sup>1</sup></b>	42 022	37 126	-11,7	254 141	190 044	-25,2
<b>Frais de la dette publique</b>	2 275	1 855	-18,5	9 091	9 662	6,3
<b>Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes<sup>1</sup></b>	44 297	38 981	-12,0	263 232	199 706	-24,1
Pertes actuarielles nettes <sup>1</sup>	897	1 283	43,0	4 485	6 415	43,0
<b>Total des charges</b>	45 194	40 264	-10,9	267 717	206 121	-23,0

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1</sup> Les données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

<sup>2</sup> Les résultats cumulatifs de 2021-2022 ont été redressés de 1 124 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée au montant déclaré initialement pour les prestations d'enfants pour la période de juillet 2021.

<sup>3</sup> Les autres arrangements fiscaux comprennent : le recouvrement ayant trait aux allocations pour les jeunes et les paiements de remplacement pour les programmes permanents, qui représentent les sommes recouvrées du Québec à l'égard d'un transfert de points d'impôt; les transferts versés en vertu du Fonds de soutien des travailleurs essentiels à la suite de la COVID-19; les subventions législatives; et d'autres éléments.

Le tableau suivant présente les charges totales selon les principaux articles de charges.

Tableau 4

**Total des charges, par article de charges**

	Août			Avril à août		
	2020	2021	Variation	2020-2021	2021-2022	Variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paielements de transfert <sup>1</sup>	35 070	27 761	-20,8	216 842	149 050	-31,3
Autres charges						
Personnel, excluant les pertes actuarielles nettes <sup>2</sup>	4 104	4 881	18,9	21 209	24 012	13,2
Transports et communications	156	209	34,0	712	797	11,9
Information	27	74	174,1	141	184	30,5
Services professionnels et spéciaux	934	1 143	22,4	3 503	4 638	32,4
Location	257	241	-6,2	1 392	1 554	11,6
Réparation et entretien	213	256	20,2	900	1 045	16,1
Services publics, fournitures et approvisionnements	250	1 502	500,8	3 152	3 348	6,2
Autres subventions et charges	545	597	9,5	4 014	3 095	-22,9
Amortissement des immobilisations corporelles	456	454	-0,4	2 234	2 283	2,2
Perte nette sur cession de biens	10	8	-20,0	42	38	-9,5
Total des autres charges	6 952	9 365	34,7	37 299	40 994	9,9
<b>Total des charges de programmes excluant les pertes actuarielles nettes<sup>2</sup></b>	<b>42 022</b>	<b>37 126</b>	<b>-11,7</b>	<b>254 141</b>	<b>190 044</b>	<b>-25,2</b>
<b>Frais de la dette publique</b>	<b>2 275</b>	<b>1 855</b>	<b>-18,5</b>	<b>9 091</b>	<b>9 662</b>	<b>6,3</b>
<b>Total des charges excluant les pertes actuarielles nettes<sup>2</sup></b>	<b>44 297</b>	<b>38 981</b>	<b>-12,0</b>	<b>263 232</b>	<b>199 706</b>	<b>-24,1</b>
Pertes actuarielles nettes <sup>2</sup>	897	1 283	43,0	4 485	6 415	43,0
<b>Total des charges</b>	<b>45 194</b>	<b>40 264</b>	<b>-10,9</b>	<b>267 717</b>	<b>206 121</b>	<b>-23,0</b>

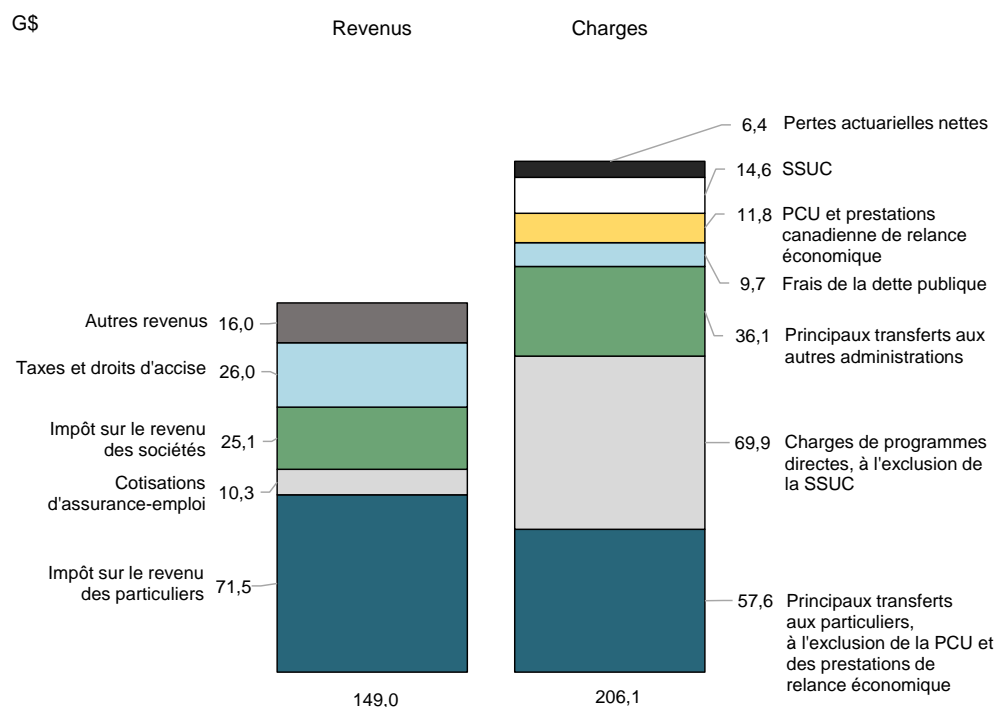
*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1</sup> Les résultats cumulatifs de 2021-2022 ont été redressés de 1 124 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée au montant déclaré initialement pour les prestations d'enfants pour la période de juillet 2021.

<sup>2</sup> Les données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à la présentation utilisée dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*. Des renseignements concernant ce reclassement se trouvent à la remarque 8 de la fin du présent document.

Graphique 3

### Revenus et charges (d'avril à août 2021)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué,

## Besoins financiers de 79,3 milliards de dollars pour la période d'avril à août 2021

Le solde budgétaire est présenté selon la méthode de la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où les revenus sont gagnés et les charges sont engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées et les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, placements et avances, ainsi que de ses autres activités, dont le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 57,2 milliards de dollars et des besoins de 22,2 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à août 2021 s'est soldée par des besoins financiers de 79,3 milliards, comparativement à des besoins financiers de 223,1 milliards pour la même période de l'exercice précédent.

La baisse des besoins financiers pour les opérations non budgétaires est attribuable en grande partie à la fin des mesures temporaires en réponse à la COVID-19, notamment : le report des paiements d'impôt sur le revenu des particuliers et des entreprises et des remises de la taxe sur les produits et services en 2020-2021, qui ont touché les créditeurs, charges à payer et débiteurs; et la baisse des prêts versés dans le cadre du programme du CUEC en 2021-2022, consignés dans les besoins financiers au titre des prêts, placements et avances.

Tableau 5

**Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers**

M\$

	Août		Avril à août	
	2020	2021	2020-2021	2021-2022
<b>Solde budgétaire (déficit ou excédent) <sup>1</sup></b>	-21 937	-9 827	-170 517	-57 154
<b>Opérations non budgétaires</b>				
Créditeurs, charges à payer et débiteurs <sup>1</sup>	6 238	4 986	-41 776	-11 045
Régimes de retraite, autres avantages futurs et autres passifs	1 064	1 411	4 369	6 105
Comptes d'opérations de change	3 068	-3 066	2 897	-9 878
Prêts, placements et avances	773	-1 007	-18 046	-7 659
Actifs non financiers	-400	340	-66	318
Total des opérations non budgétaires	10 743	2 664	-52 622	-22 159
<b>Ressources ou besoins financiers</b>	-11 194	-7 163	-223 139	-79 313

*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

<sup>1</sup> Les résultats cumulatifs de 2021-2022 ont été redressés de 1 124 millions de dollars pour tenir compte d'une correction apportée au montant déclaré initialement pour les prestations d'enfants pour la période de juillet 2021.

## Activités nettes de financement en hausse de 101,4 milliards de dollars

Le gouvernement a couvert ces besoins financiers de 79,3 milliards de dollars et a augmenté ses soldes de trésorerie de 22,1 milliards en augmentant la dette non échue de 101,4 milliards. L'accroissement de la dette non échue a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables.

À la fin du mois d'août 2021, les soldes de trésorerie s'élevaient à 81,5 milliards de dollars, soit 47,7 milliards de moins qu'à la fin du mois d'août 2020. La baisse de la trésorerie est principalement attribuable à des soldes élevés détenus dans l'exercice précédent afin de répondre aux besoins financiers prévus du gouvernement dans le cadre du Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19.

Tableau 6

**Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement**

M\$

	<b>Août</b>		<b>Avril à août</b>	
	<b>2020</b>	<b>2021</b>	<b>2020-2021</b>	<b>2021-2022</b>
<b>Ressources ou besoins financiers</b>	-11 194	-7 163	-223 139	-79 313
<b>Augmentation (+) ou diminution (-) nette dans les activités de financement</b>				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	37 311	15 233	132 944	90 781
Bons du Trésor	-51 300	-3 400	171 233	4 600
Titres au détail	-4	-4	-17	-13
Total des emprunts en dollars canadiens	-13 993	11 829	304 160	95 368
Emprunts en devises	-989	914	3 663	6 044
Total des opérations sur la dette contractée sur les marchés	-14 982	12 743	307 823	101 412
Réévaluation de swaps de devises	-2 170	716	-5 863	293
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	1 721	47	5 807	-308
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-18	-15	-117	42
<b>Variation nette dans les activités de financement</b>	-15 449	13 491	307 650	101 439
<b>Variation de la trésorerie</b>	-26 643	6 328	84 511	22 126
<b>Trésorerie à la fin de l'exercice</b>			129 190	81 514

*Nota* – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

## Nota

1. *La revue financière* est un rapport sur les résultats financiers consolidés du gouvernement du Canada préparé tous les mois par le ministère des Finances du Canada. Le gouvernement est déterminé à publier *La revue financière* en temps opportun conformément aux Normes spéciales de diffusion des données Plus du Fonds monétaire international qui sont conçues pour promouvoir la transparence des données des pays membres et favoriser le développement de systèmes statistiques rigoureux.
2. Les résultats déclarés dans *La revue financière* sont tirés des comptes du Canada tenus par le receveur général. C'est le même système qui sert à préparer chaque année les *Comptes publics du Canada*.
3. *La revue financière* est généralement préparée conformément aux conventions comptables servant à préparer les états financiers consolidés annuels du gouvernement qui sont résumés dans la section 2 du volume I des *Comptes publics du Canada* accessibles sur le site Web de Services publics et Approvisionnement Canada.
4. Les résultats financiers présentés dans *La revue financière* n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen par un auditeur externe.
5. Il peut y avoir une importante variation des résultats mensuels en raison du calendrier des rentrées et de la constatation des charges. Par exemple, une grande part des dépenses du gouvernement est habituellement consignée dans l'édition de mars de *La revue financière*.

6. Les résultats d'avril à mars présentés dans *La revue financière* ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs, publiés dans les *Comptes publics du Canada* annuels, intègrent les ajustements de fin d'exercice apportés après le mois de mars une fois que des renseignements additionnels sont connus, dont la comptabilisation des revenus fiscaux en fonction des cotisations établies à l'égard des déclarations de revenus ainsi que les ajustements relatifs à l'évaluation des actifs et des passifs. Les ajustements apportés après le mois de mars peuvent aussi comprendre la comptabilisation de mesures annoncées dans le budget qui sont consignées une fois que la loi d'exécution pertinente reçoit la sanction royale.
7. Le tableau 7, État condensé de l'actif et du passif, est inclus dans *La revue financière* mensuelle après la mise au point et la publication des résultats financiers du gouvernement de l'exercice précédent, habituellement à l'automne.
8. Le ministère des Finances a changé la présentation des résultats financiers dans *La revue financière* afin de :
  - a) présenter séparément la constatation des gains et des pertes actuariels liés aux régimes de retraite du secteur public et aux autres avantages futurs des employés et des anciens combattants; et b) tenir compte des versements de la PCU aux particuliers traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi à même les prestations d'assurance-emploi. Cette nouvelle présentation correspond à celle adoptée dans l'État consolidé condensé des résultats et du déficit accumulé du *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020*.
    - a. Les gains et les pertes actuariels étaient comptabilisés auparavant dans les charges de programmes directes mais sont maintenant présentés dans un nouveau poste intitulé « pertes actuarielles nettes ». Un nouvel élément de total partiel intitulé « solde budgétaire excluant les pertes actuarielles nettes » a aussi été ajouté. L'objectif de cette présentation révisée consiste à améliorer les rapports financiers et la prise de décision pour les utilisateurs en isolant l'incidence des réévaluations des obligations au titre des régimes de retraite du secteur public et des autres avantages futurs des employés et des anciens combattants, lesquels sont souvent importants et peuvent cacher des événements sous-jacents et des tendances dans les dépenses actuelles du gouvernement. Les données comparatives pour l'exercice précédent ont été reclassées afin de se conformer à cette nouvelle présentation. Des précisions au sujet de ce changement de présentation se trouvent dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada 2019-2020* affiché sur le site Web du ministère des Finances du Canada.
    - b. Les versements de la PCU traités par l'intermédiaire du Compte des opérations de l'assurance-emploi étaient déclarés auparavant dans *La revue financière* au poste de la Prestation canadienne d'urgence, mais ils se trouvent maintenant au poste des prestations d'assurance-emploi. Les données comparatives ont été reclassées afin de se conformer à cette nouvelle présentation.

*Nota* – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec [Bradley.Recker@fin.gc.ca](mailto:Bradley.Recker@fin.gc.ca).

Octobre 2021